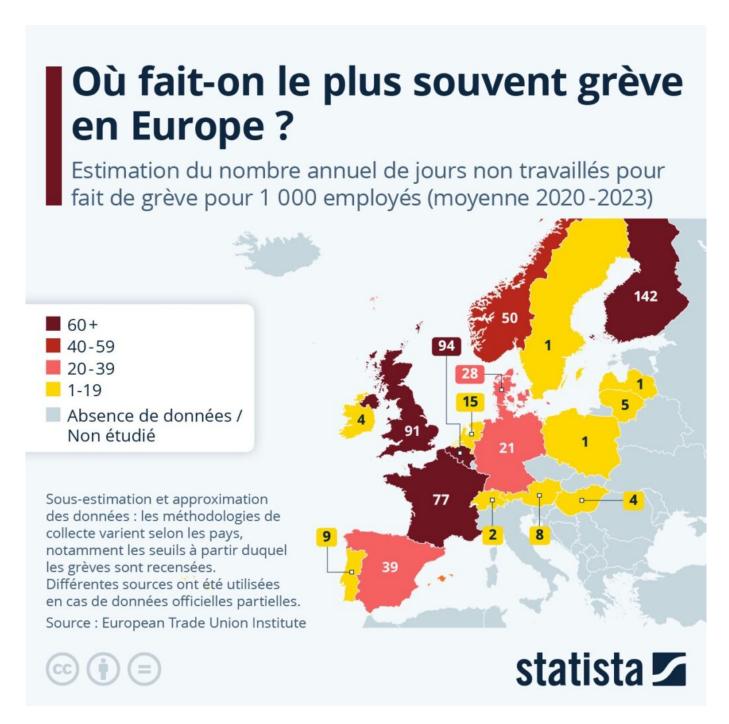


Où fait-on le plus souvent grève en Europe?



La France se prépare à deux journées de mobilisation annoncées contre les projets d'économies



<u>budgétaires du gouvernement Bayrou</u>. Le 10 septembre par un mouvement lancé sur les réseaux sociaux et le 18 septembre par l'intersyndicale, alors que certains syndicats du secteur des tranports aérien et ferroviaire prévoient des actions pour les deux dates.

À cette occasion, nous nous sommes penchés sur le recours à la grève en Europe. La France est-elle vraiment le pays où l'on dénombre le plus de mouvements sociaux de ce type ?

Selon une analyse de l'Institut syndical européen (<u>European Trade Union Institute</u>, <u>ETUI</u>), un centre indépendant de recherche lié à la Confédération européenne des syndicats, entre 2020 et 2023, la France faisait partie des pays européens où le nombre annuel moyen de <u>jours de grève recensés</u> était le plus élevé, soit près de 80 journées non travaillées pour 1 000 employés (estimation pour le secteur privé et public). Cependant, elle n'était pas seule en tête et était même devancée sur cette période, et selon les données disponibles, par la Finlande (environ 140 jours par an pour 1 000 employés), la Belgique et le Royaume-Uni (chacun plus de 90 jours pour 1 000 employés). À l'inverse, les pays européens comptabilisant les ratios de journées de grève les moins élevés sur la période 2020-2023 étaient la Pologne, la Lettonie, la Suède et la Suisse (1 à 2 jours non travaillés par an pour 1 000 employés).

Il est toutefois important d'indiquer que les pays qui publient des données à ce sujet utilisent des méthodologies différentes pour comptabiliser les grèves, notamment en ce qui concerne les seuils à partir duquel elles sont recensées (par exemple en France : entreprises de 10 employés ou plus). Ainsi, bien que l'étude de présentée ici offre un aperçu intéressant des tendances à l'échelle régionale, il convient de prendre avec prudence les comparaisons de pays à pays et de tenir compte du fait que les chiffres indiqués représentent une sous-estimation du nombre total réel d'actions syndicales à l'échelle nationale.

Assiste-t-on à une recrudescence des grèves en France ?

Assiste-t-on a une recrudescence des grèves en France? Tout dépend de l'échelle de temps sur laquelle on se place. Alors que le nombre de grèves est tombé au plus bas pendant la pandémie de Covid-19, un retour en force de la contestation sociale est observé depuis 2022, comme le révèlent les données de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques (Dares). Toutefois, les chiffres annuels sur les grèves publiés à ce jour restent assez loin des niveaux enregistrés en 2010.

En 2023, dernière année pour laquelle ces données disponibles, la Dares a comptabilisé 171 journées individuelles non travaillées pour fait de grève pour 1 000 salariés dans le secteur privé non agricole en France. Un chiffre en hausse de 72 % par rapport à 2022 (99 jours pour 1 000 salariés), et de 195 % par rapport au creux enregistré en 2021 (58 jours). L'année 2023 avait notamment connu des mouvements sociaux importants liés à la réforme des retraites. Comme le montre notre infographie, sur la période étudiée (2008-2023), c'est en 2010 que le nombre de jours de grève dans le privé reste le plus élevé : 308 jours par salarié. Cette année-là, d'importants mouvements sociaux avaient touché le pays, principalement contre la réforme des retraites, mais ils avaient aussi pris une dimension anti-austérité plus générale suite à la crise financière de 2008.



Dans le détail, sur la période couverte, les transports et la logistique étaient le secteur d'activité dans lequel le ratio de journées individuelles non travaillées pour fait de grève était le plus élevé : 538 jours par an pour 1 000 salariés, tandis que le secteur de la construction affichait le ratio le plus faible : 11 jours, et que la moyenne nationale dans le secteur privé s'élevait à 110 jours.



De Tristan Gaudiaut pour Statista



La France domine le marché mondial des cosmétiques

La France domine le marché mondial des cosmétiques Marques de cosmétiques les plus valorisées en 2025, en milliards d'euros Chanel (24,5 L'Oréal 14,0 Gillette $ext{#}$ 8,2 Nivea (7,0 Guerlain (6,9 5,5 Lancôme () Dove $ext{#}$ 5,3 4,7 Garnier () Source: Brandirectory statista **Z**





L'Union européenne a signé, dimanche 27 juillet, un <u>accord commercial avec les États-Unis</u> qui réduit de 30% à 15% les droits de douanes sur les produits ciblés en avril par l'administration Trump. Ces nouveaux tarifs douaniers, censés entrer en vigueur les 7 août, devraient s'appliquer à environ 70% des importations de l'UE vers les États-Unis. Parmi les produits touchés figurent les cosmétiques : pour ces produits, les droits de douanes vont en effet passer de 0% à 15%, une augmentation qui risque d'affecter les exportations françaises, qui représentaient plus de 3 milliards d'euros en 2024.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données compilées par le site <u>Brandirectory</u>, cinq des huit entreprises de cosmétiques les plus valorisées dans le monde sont françaises. L'Oréal, qui a occupé la première place du classement cinq ans d'affilée, arrive cette année deuxième après avoir été détrôné par la marque de luxe Chanel, dont le secteur des cosmétiques est à lui seul valorisé à 24,5 milliards d'euros en 2025. En troisième position, on retrouve l'entreprise américaine Gillette, valorisée à 8,2 milliards d'euros. Guerlain, Lancôme et Garnier figurent également au classement, avec des valorisations comprises entre 4,7 et 6,9 milliards d'euros.

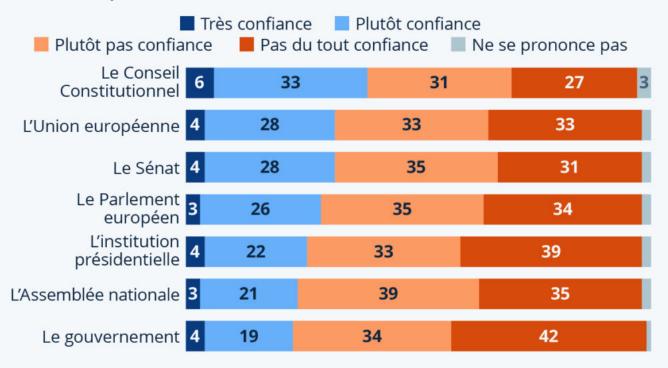
De Valentine Fourreau pour Statista

Moins d'un quart des Français font confiance à leur gouvernement



Moins d'un quart des Français font confiance au gouvernement

Pourcentage de répondants disant avoir confiance/ n'avoir pas confiance dans les institutions suivantes



Base: 3 561 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales interrogés en janvier 2025.







Selon le <u>baromètre annuel de la confiance politique</u> du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), publié le 11 février, les Français se sentent aujourd'hui particulièrement pessimistes. Le climat général dans le pays est largement dominé par des sentiments négatifs : 45 % des personnes interrogées en janvier dans le cadre de l'enquête évoquaient la méfiance (+7 points de pourcentage par rapport à 2024), 40 % la lassitude (+4 points de pourcentage), et 30 % la morosité (+4 points de





pourcentage) pour caractériser leur état d'esprit. À l'inverse, seulement 15 % disaient ressentir du bienêtre, 14 % de la sérénité et 13 % de la confiance.

La France se distingue également de ses voisins allemands, italiens et néerlandais par son niveau de confiance extrêmement faible envers la politique et les institutions gouvernementales. Seuls 26 % des Français déclaraient ainsi avoir confiance dans la politique, contre 47 % en Allemagne et 39 % en Italie. D'après Bruno Cautrès, chercheur au CEVIPOF, ce malaise s'explique en partie par les crises politiques successives traversées par le pays en 2024 : « Le Rassemblement national gagne les européennes en sièges et les législatives anticipées en nombre de voix mais ne gouverne pas. Le Nouveau Front populaire gagne en sièges le second tour des législatives mais ne gouverne pas. Le troisième vainqueur, le front républicain, ne gouverne pas non plus. Des ministres qui siègent dans le gouvernement ont été battus à des élections. Le premier ministre n'a pas de mandat populaire. Les doutes exprimés sur notre fonctionnement démocratique sont très forts », souligne t-il. Seulement 28 % des personnes interrogées en France en janvier disaient ainsi estimer que la démocratie fonctionne bien, tandis que 78 % répondants disaient penser que la situation politique ayant résulté de la dissolution de l'Assemblée nationale peut être considérée comme « assez ou très grave ».

DE Valentine Fourreau pour <u>Statista</u>

FNAIM Vaucluse, 2025 signe le retour d'un marché d'acquéreurs

2 décembre 2025 |



Ecrit par le 2 décembre 2025



La <u>Fnaim Vaucluse</u> a présenté ses vœux à la profession et procédé aux Assises de l'immobilier. Les négociateurs de la pierre voient en 2025 une légère reprise du marché avec un réajustage des prix des biens. En 2024, la baisse des ventes avait atteint 14,2% et celle des prix dans l'ancien 3,9% tandis que les loyers ont augmenté de 2,6% sur un an. Pour <u>Jonathan Le Corronc Clady</u>, président de la Fnaim Vaucluse et vice-président de la région Sud : «C'est en renouant avec la confiance des français que tout se jouera». Son sentiment ? «Les ventes pourraient atteindre un palier de stabilisation préalable à une reprise progressive.»

2 décembre 2025 |



Ecrit par le 2 décembre 2025



L'assemblée lors des vœux et des Assises de l'immobilier de la Fnaim Vaucluse Copyright MMMH

Les prévisions pour 2025 ?

«Nous sommes sur un marché en phase de reprise pérenne en 2025, prévoit Jonathan Le Corronc Clady, président de la Fnaim Vaucluse. Plus précisément ? «Les ventes vont atteindre un palier de stabilisation préalable à une reprise progressive. L'année 2025 pourrait se conclure autour de 825 000 transactions (+6%) chiffre inférieur au niveau de décembre 2023 -avec 872 000 transactions-. Les prix devraient poursuivre légèrement leur correction pour atteindre un palier au premier semestre 2025, avant une légère hausse (+1%) au second semestre.» Au chapitre de la conjoncture et politique de logement ? «Partout j'entends des phrases optimistes avec 'Un frémissement du marché', 'un marché qui reprend des couleurs', qui se redynamise peu à peu', 'un printemps de l'immobilier précoce', 'l'attente d'un grand rebond de l'été', bref une situation qui tend à s'améliorer.»

Mais qu'en est-il réellement ?

«Un palier semble effectivement être atteint : Les ventes sont en baisse de 11% en 2024, avec 775 000



actes signés, ce qui nous ramène à l'année 2015. En décembre 2023, nous étions encore à 872 000 ventes. Par rapport au pic de ventes (1,2 million en août 2021), la baisse est de 36%. C'est la plus forte baisse

depuis 50 ans. Le 1er semestre 2024 s'est inscrit dans la continuité de 2023 avec une poursuite de la baisse des volumes, tandis que le 2e semestre installait une stabilisation ceux-ci. La chute des volumes est donc enrayée. Cela est dû à la baisse des taux de la BCE (Banque centrale européenne). S'il n'y avait pas eu la dissolution de l'Assemblée Nationale le marché serait déjà reparti. Celle-ci a éprouvé la confiance des ménages très imbriquée dans le marché de l'immobilier.»

Une année en demi-<u>tei</u>n<u>te</u>

Un palier semble atteint

Un 1er semestre dans la continuité de 2023 avec une poursuite de la baisse des volumes.

Un **2**nd **semestre** avec **stabilisation** des volumes. La chute des volumes est enrayée.



Copyright Fnaim Vaucluse

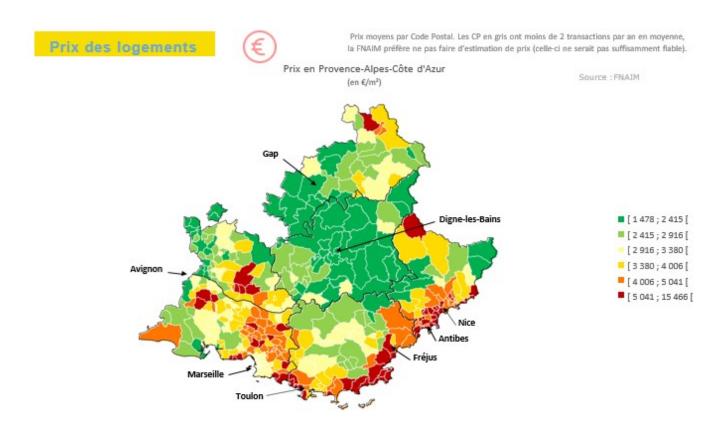
3e année consécutive de baisse des volumes

«Avec 775 000 ventes (-11% sur un an), l'année 2024 devrait être une 3e année consécutive de baisse des volumes. Un phénomène qui n'est arrivé qu'une fois en 50 ans, en 2008-2009. J'observe une baisse cumulée des ventes : 1991-1992 : -14% ; 2008-2009 : -28% ; 2022-2024 : -36% (en cours d'actualisation des chiffres. C'est la 1ère fois depuis plus de 50 ans que les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite. Un recul des transactions qui se vérifie sur l'ensemble du territoire.»

775 000 ventes en France 2024

«Nous notons un taux de rotation moyen du parc -le nombre de ventes par rapport au parc de logements-de 2,5% depuis 2000, ce qui traduit un retour de l'équilibre du marché. Un taux à 2,5% ou au-delà indique un marché 'qui tourne' alors qu'actuellement le taux de rotation est à 2%. Il est 20% plus bas que dans les années 2000. Depuis 2008, nous atteignons une période de stabilité. Tout cela a eu un impact avec 1 237 défaillances d'agences immobilières, sur 12 mois, en 2024.»





Prix moyen ds logements en Provence Alpes Cote d'Azur Copyright Fnaim Vaucluse

Les prix se stabilisent depuis février 2024

après avoir connu la plus forte baisse depuis 15 ans. La baisse des taux de crédit a été salutaire permettant le retour de la production de crédit. Les taux des crédits sont passés de 4,21% en décembre 2023 à 3,37% en novembre 2024. L'inflation se stabilise à 1,3% en décembre 2024. La Banque de France prévoit 1,6% en 2025. Le taux de crédit pourrait possiblement être autour de 3%, ce qui est engageant.»

Un pouvoir d'achat immobilier en cours de reconstitution

«Après avoir perdu 14% en 2 ans, le pouvoir d'achat immobilier a regagné 8,5% en 2024, grâce à la baisse des taux et des prix, conjuguée à l'augmentation des revenus. Il reste toutefois en dessous de sa moyenne depuis 10 ans. Le pouvoir d'achat immobilier pourrait poursuivre son redressement en 2025.»

Vision du marché immobilier en région Sud-Paca

La Fnaim observe une baisse de 14,5% en 2024 avec 80186 transactions en Provence Alpes Côte d'Azur et un bon taux de rotation de 2,5%. «Les biens des Alpes-Maritimes se vendent bien grâce à un micro climat particulièrement recherché avec un taux de rotation de 2,9%, c'est aussi le cas du Var avec 2,8%,» précise Jonathan Le Corronc Clady.

Période de calcul de l'indicateur		RP2021	nb annuel de	e ventes arrêté au 2	02410	202410-202412	2021	2023T4-2024T3			
Communes	N°	Parc de	Nombre de	Dont appartements	Dont n	Prix	% Logements Vacants depuis	% DPE		nt % DPI	
(triées par nombre de ventes)	dép.	logements	ventes	apportements	masons	(€/m2)	plus de 2 ans	Fou G	G	F	E
. Marseille	13	458 835	11 670	10 357	1 313	3 233	2,7%	6,2%	2,3%	3,9%	11,
. Nice	06	234 251	6 972	6 701	271	5 002	1,9%	8,5%	2,6%	5,0%	
. Toulon	83	95 448	2 646	2 300	346	3 431	2,6%	8,8%	3,0%	5,8%	16,5
. Cannes	06	71 994	2 445	2 322	123	6 602	0,2%	4,5%		2,9%	
. Aix-en-Provence	13	87 156	1 980	1 643	337	4 990	1,5%	6,6%	2,0%	4,6%	13,3
. Antibes	06	64 217	1 914	1 728		5 594	1,6%	3,3%	0,8%	2,5%	8,7
. Fréjus	83	44 092	1 380	1 130	250	4 501	1,1%	3,3%	0,8%	2,5%	9,1
. Avignon	84	54 287	1 331	963	367	2 243	4,6%	14,4%	5,8%	8,7%	23,
. Saint-Raphaël	83	36 359	1 235	961	274	5 022	1,0%	4,6%	0,896	3,8%	17,6
O. La Seyne-sur-Mer	83	36 935	989	787	202	3 564	2,3%	6,2%	1,7%	4,5%	11,
1. Le Cannet	06	26 401	950	852	98	4 237	0,7%	4,896	1,3%	3,4%	14,
2. Hyères	83	39 760	947	741	205	4 345	2,0%	5,3%	1,2%	4,0%	12,
3. Cagnes-sur-Mer	06	32 570	927	787	140	5 243	2,0%	6,496	2,0%	4,4%	14,
4. Menton	06	29 155	891	843	48	5 186	2,3%	11,6%	4,0%	7,6%	
5. Grasse	06	26 077	795	579	216	3 552	1,5%	8,3%	2,5%	5,7%	16,
5. Mandelieu-la-Napoule	06	21 689	757	655	102	5 054	-	2,3%	0,3%	2,0%	
7. Six-Fours-les-Plages	83	27 546	689	483	205	5 218	1,3%	6,3%	1,4%	4,9%	13,
B. Draguignan	83	21 420	654	427	227	2 415	1,0%	2,9%	0,9%	1,9%	12,
9. La Ciotat	13	23 888	621	471	150	5 421	2,8%	2,0%	0,7%	1,3%	4,4
o. Vallauris	06	20 456	612	512		5 041	1.0%	5.3%	2,0%	3,3%	10,

Nombre de ventes et prix des logements Copyright Fnaim Vau**cluse**

Le Vaucluse

«Le Vaucluse accueille un parc de 311 566 logements dont 6 699 logements anciens ont été vendus en 2024 avec un taux de rotation de 2,2%. En 2022 –année exceptionnelle-, 12 000 ventes avaient été actées dans l'ancien.»

Avignon représente 20% des ventes du département

«Avignon possède un parc de 54 287 logements dont 1131 ventes ont été actées en 2024 avec un taux de rotation de 2,5%. Celles-ci comprenaient 963 appartements, 367 maisons, pour un prix moyen au m2 de 2 243€. La ville compte 4,6% de logements vacants dont 14,4% en DPE (Diagnostic de performance énergétique) F ou G, ce qui s'explique dans une ville ancienne, historique et pauvre,» précise Jonathan le Corronc-Clady. Avignon par sa taille −presque 100 000 habitants, pour son histoire, pour son statut, reste la ville la plus abordable de Paca et la première porte de Provence par voie de TGV.»

L'évolution des prix des logements

Le niveau de prix moyen en Vaucluse est à 2 666€ du m2 avec une baisse, sur deux ans de 3,9% des prix et de 2 243€ le m2 à Avignon, soit une baisse de 13,1% en 2 ans.

Les loyers augmentent parce l'offre locative s'est effondrée

Le Vaucluse accuse une augmentation des loyers de 2,6%, plus modérée sur Avignon avec +0,4%.



Niveaux de loyers

Département	Niveau des loyers (ɛ/m²)	Évolution		
9.0	202412	1 an	5 ans	
Alpes-de-Haute-Provence	11,1	-0,4%	+6,0%	
Hautes-Alpes	11,3	+0,4%	+3,0%	
Alpes-Maritimes	16,8	+2,1%	+2,6%	
Bouches-du-Rhône	14,4	+0,6%	+4,5%	
Var	13,5	-0,6%	+5,6%	
Vaucluse	11,5	+2,6%	+4,5%	
Antibes	16,8	+2,4%	ns	
Grasse	13,7	+4,5%	+7,3%	
Nice	17,9	+4,5%	+7,3%	
Aix-en-Provence	19,2	+2,7%	+19,5%	
La Ciotat	ns	ns	ns	
Marseille	14,4	+2,6%	+12,5%	
Fréjus	13,6	+2,6%	+1,6%	
Saint-Raphaël	ns	ns	ns	
La Seyne-sur-Mer	11,9	+4,2%	ns	
Six-Fours-les-Plages	ns	ns	ns	
Toulon	13,7	+3,4%	+15,3%	
Avignon	11,8	+0,4%	+8,1%	

Copyright Fnaim Vaucluse

La rénovation énergétique

«Les logements anciens nécessitent de la rénovation énergétique avec 5,8% de DPE G et 8,7% de DPE F

et les E pèsent à eux tous seuls 23% cependant que dans un même temps, les aides à la rénovation énergétique sont rabotées. Ainsi ces logements ne sont pas loués. Sur 23 117 DPE réalisés en Vaucluse, 14,2% de biens sont classés en F et G dont 13% d'appartements et 16% de maisons et 23% des habitats classés en E.»

«Le marché immobilier de Vaucluse est au début d'une reprise,

reprenait Jonathan le Corronc-Clady. Le vote du Sénat, la semaine dernière, permettant aux Départements de revoir leur DMTO (taux des droits de mutation à titre onéreux) pourrait faire toute la différence à condition que ce taux ne soit pas revu à la hausse car il serait un nouveau frein à l'achat, notamment auprès des primo-accédants qui peinent à revenir sur le marché et alors que la baisse des taux de crédit bancaire leur offre à nouveau de se porter acquéreurs.»

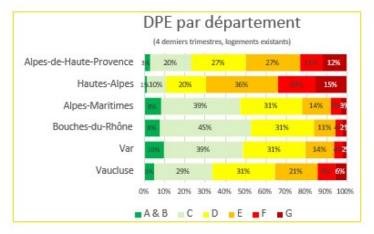
Ne pas répondre au chant des sirènes

«Car un marché immobilier qui reprend ce sont des volumes qui croissent avec des DMTO qui reviendront naturellement nourrir le budget du Département à condition que celui-ci soit revu à la hausse. Une hausse votée par le Département de Vaucluse, serait vraiment contre-productif, même si les primo-accédants devraient en être exemptés, certitude que nous n'avons pas pour le moment.»

Des facteurs favorables

«De nouveaux facteurs favorables émergent avec la poursuite de la baisse des taux désormais autour de 3%, une baisse des prix de l'énergie attendue en février et la poursuite de la baisse des prix des biens,» conclut Jonathan Le Corronc Clady.

Répartition des DPE réalisés dans chaque département (au cours des 4 derniers trimestres, sur les logements existants) :



1.70	Nombre DPE	%FetG	% Fet G		
	2023T4-2024T3	Ensemble	Appart.	Maisons	
Alpes-de-Haube-Provence	8 542	22,9%	22,7%	23,0%	
Hautes-Alpes	9 838	33,7%	34,7%	30,7%	
Alpes-Maritimes	63 029	7,8%	7,1%	12,8%	
Bouches-du-Rhône	100 567	5,4%	5,0%	7,3%	
Var	51 882	6,1%	5,5%	7,7%	
Vauduse	23 177	14,2%	13,0%	16,0%	
Total France	2 871 366	12,9%	11,0%	16,5%	

Copyright Fnaim Vaucluse

Les chiffres de la profession

La globalité du secteur logement -neuf compris- représente 96 milliards d'euros de manne fiscale pour l'État. Le commerce de l'immobilier -Administrations de biens, transactions, ventes, location de logements vides, syndic- pèse 24,5 milliards d'euros en France. Un chiffre d'affaires au 2/3 réalisé par le



métier de la transaction et 1/3 par l'administration de biens. C'est autant que le secteur de la publicité et davantage que le secteur de la Poste et du courrier.

Les métiers du négoce de l'immobilier

représentent 140 000 emplois salariés et agents commerciaux réunis représenté à hauteur de 68% par des femmes. La Fnaim, Fédération nationale des agences immobilières, accueille 31 000 structures. Les professionnels de l'immobilier réalisent 62% des transactions de logement et gèrent 35% des locations vides du secteur privé. L'ensemble des adhérents de la Fnaim -environ 9 500 points de réception de la clientèle, plus de 30% des emplois de la branche au 31/12/2019)- ont généré un chiffre d'affaires d'environ 6,5 milliards d'euros -soit 1/3 du chiffre d'affaires du secteur- et réalisé environ 300 000 transactions de logements en 2022.



De gauche à droite, Nathalie Cayrol, secrétaire générale de la FFB, Frédéric Saintagne président de la Fédération Française du Bâtiment région, pole habitat ; Daniel Léonard président de la Fédération du BTP 84 ; Alexandre Audemard président de la Chambre des Notaires de Vaucluse ; Gilbert



Marcelli président de la CCI Vaucluse.

(Vidéo) Pink Lady, histoire d'une pomme pas comme les autres



Dans l'univers très concurrentiel de la pomme, <u>la Pink Lady</u> tire son épingle du jeu tout de suite après la Golden et avant la Granny Smith. La pomme Australienne a conquis le monde. En France, elle est la 2e pomme la plus consommée après la Golden. La Pink lady est notamment



cultivée à Noves et à Sisteron. Il s'en produirait 225 000 tonnes en Europe et environ 100 000 en France.

Alors que la production mondiale de la pomme augmente depuis 1990 pour atteindre les 85 millions de tonnes en 2020 -et contre 67MT en 2010- l'offre est devenue plus importante que la demande. Pour tirer son épingle du jeu ? La forme, la couleur et la saveur de la pomme sont tout l'enjeu de ce marché. La Pink Lady est notamment cultivée chez <u>Benoît Chauvet</u>, à Noves (13) et chez <u>Benjamin Cucchietti</u> à Sisteron dans les Alpes-de-Haute-Provence.

Une filière qui se renouvelle

Plus des 2/3 des producteurs de Pink lady en France ont moins de 54 ans et 96% des producteurs qui partent à la retraite envisagent de céder leur verger à leurs enfants. Pink Lady Europe a développé un réseau de 10 parcelles expérimentales dans 3 pays pour adapter des modes de conduite de production face aux enjeux du changement climatique, la durabilité et la performance des vergers. Objectif : Garantir une production de Pink lady performante et durable pour les années futures.

Où vont les pommes ?

70 à 75% des pommes récoltées sont vendues sous la marque Pink Lady. Les pommes les moins colorées ou abîmées sont destinées à l'industrie de la fabrication de jus et compotes. Les pommes trop abîmées sont orientées vers l'alimentation animale. La gestion des déchets, en filières locales se fait en compostage et méthanisation.

2 décembre 2025 |



Ecrit par le 2 décembre 2025



Pink Lady Copyright MMH

Que disent les chiffres?

La Pink Lady est la 2° pomme la plus consommée en France derrière la Golden. Près de 7,763 millions de foyers l'ont consommée entre juin et novembre 2023. Elle est présente dans 98% des magasins en France. Elle est produite sur 3 bassins de production : Sud-Est, Sud-Ouest et Val de Loire et 3 250 hectares via 630 producteurs, 60 stations de conditionnement et soutient 5 920 emplois dont 2 275 emplois directs.

En Europe

Trois pays la produisent : en France avec 630 producteurs, en Italie au Sud Tyrol, Emilie Romagne avec 2 470 producteurs et en Espagne à Lleida et Girona avec 80 producteurs. Sa prévision de production pour 2024-2025 est de 220 000 tonnes pour 10 000 emplois directs et indirects et 3 910 emplois directs. Les producteurs représentent 59% de l'emploi total.



La Pink Lady en question

Elle se développe 7 mois sur l'arbre et réclame 700 heures de travail par hectare, soit 20% de temps supplémentaire par rapport aux autres variétés. Elle réclame 3 à 5 passages en verger pour ne récolter que les fruits murs à point. Près de 20 à 30% de ralentissement sur les lignes de tri sont nécessaires pour sélectionner les pommes répondant au cahier des charges. Tous les producteurs sont certifiés dans une démarche de production raisonnable PFI (Production fruitière intégrée) ou Bio ou globale. Près de 96% des producteurs ont mis en place des initiatives pour favoriser la biodiversité avec, par exemple, la mise en place de haies et des nichoirs, 91% maintiennent l'enherbement naturel sur leurs parcelles.



Copyright MMH

Le cahier des charges

Les critères de sélection de la Pink lady sont le taux de sucre et l'intensité aromatique, la fermeté pour une texture croquante, l'intensité de la couleur grâce à un ensoleillement maximal et un aspect de la pomme beau et harmonieux. La Pink Lady fleurit tôt et se récolte tard. Elle s'épanouit sur des terroirs où



il n'y a pas de gelée lors de la floraison et pas d'humidité lors de la collecte.

La petite histoire

La Pink Lady est née en 1973 à l'initiative du chercheur australien John Cripps qui a pollinisé une Golden delicious avec une Lady Williams. Les premiers arbres sont plantés en Europe en 1994-95, dans le Sudest de la France puis dans le Val de Loire et le Sud-Ouest. En 1997, pépiniéristes, arboriculteurs et distributeurs se regroupent au sein de l'association Pink Lady Europe rejoints en 1998-99 par des producteurs italiens et espagnols. En 2014 la pomme Pinkids, plus petite, est destinée aux enfants. En 2016, la Fondation Pink lady soutient les projets entrepreneuriaux portés par les femmes.

En savoir plus

D'après la statistique <u>Agreste</u>, Au 1er octobre 2024, la production française de pommes en 2024 est estimée à 1,57 millions de tonnes, en léger recul sur un an (- 1%), mais supérieure à la moyenne 2019-2023 (+ 6%). En septembre, début de campagne de commercialisation, les prix sont à la hausse par rapport à l'année précédente. La Provence-Alpes-Côte d'Azur représente 19% de la production nationale.

Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés



Burn-out : plus de la moitié des Européens concernés

Part des répondants ayant vécu ou s'étant sentis au bord du burn-out dans une sélection de pays d'Europe en 2022



Base : 29 637 personnes (18-99 ans) interrogées dans 15 pays d'Europe en mars et avril 2022.

Burn-out: syndrome d'épuisement professionnel.

Source: STADA Health Report





Non reconnu en tant que maladie professionnelle au sens strict, le burn-out ou syndrome d'épuisement professionnel est un phénomène dont l'ampleur reste difficile à quantifier, car il n'existe pas de diagnostic « officiel » et de statistiques précises à ce sujet. En France, selon diverses études réalisées récemment (Institut de veille sanitaire, cabinets Empreinte Humaine et Technologia), de 30 000 à 3 millions de personnes seraient affectées par une forme plus ou moins grave de souffrance psychique au





travail — et ces chiffres sont en hausse sur les dernières années.

Comme le suggère une <u>étude</u> du groupe pharmaceutique allemand Stada, l'exposition au burn-out concerne de près ou de loin de nombreux salariés en Europe. Ainsi, en 2022, plus de la moitié des répondants interrogés par l'enquête dans quinze pays européens ont affirmé avoir vécu ou s'être sentis au bord d'un burn-out. Comme le détaille notre infographie, la proportion de personnes exposées à ce phénomène variait d'environ la moitié des salariés en Allemagne et en France, à plus des deux tiers en Roumanie et en Pologne.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

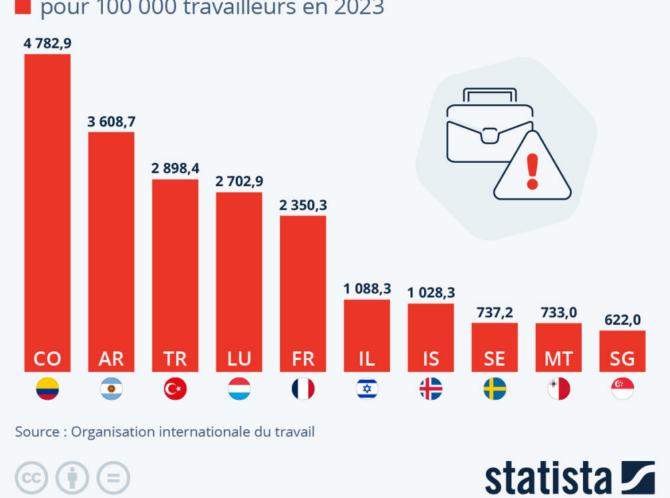
Accidents du travail : la France mauvaise élève

2 décembre 2025 |

Ecrit par le 2 décembre 2025

Accidents du travail: la France mauvaise élève

Nombre d'accidents du travail non mortels recensés pour 100 000 travailleurs en 2023







Le gouvernement cherche à revoir les règles des arrêts maladie dans la fonction publique. Parmi les mesures envisagées figure une extension du délai de carence chez les fonctionnaires de un à trois jours. Il serait alors aligné avec celui du secteur privé. Le gouvernement espère ainsi économiser 289 millions d'euros. Chez les fonctionnaires, le projet est décrié : après une journée de mobilisation le 29 octobre, les syndicats de la fonction public hospitalière ont appelé à la grève à partir du 4 novembre, et jusqu'au 21



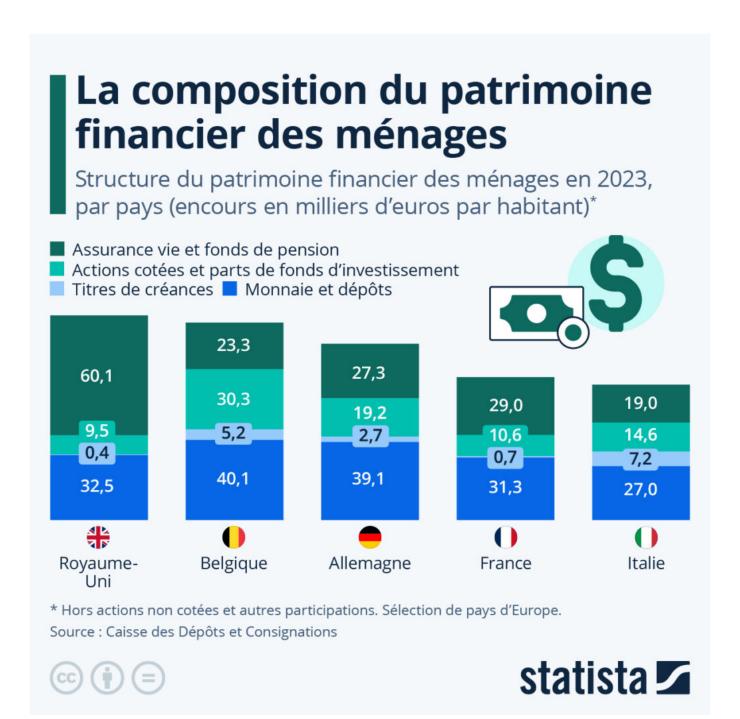
décembre. L'allongement du délai de carence est également qualifié de fausse bonne idée, susceptible de réduire les arrêts courts au profit d'arrêts plus longs. L'exécutif envisage également de réduire l'indemnisation des arrêts maladie : un fonctionnaire en arrêt ne recevrait plus que 90 % de son salaire, contre 100 % à l'heure actuelle.

Le système français est pourtant déjà moins généreux que chez certains de nos voisins européens. En Allemagne, par exemple, les salariés en arrêt maladie touchent 100 % de leur salaire, et ce, jusqu'à six semaines, sans délai de carence. En matière de santé et de sécurité au travail, la France ne fait pas non plus partie des meilleurs élèves européens. Comme le montre notre infographie, basée sur des données compilées par l'Organisation internationale du travail, la France a recensé un nombre important d'accidents du travail non mortels en 2023 : plus de 2 350 pour 100 000 travailleurs, soit plus de deux fois plus qu'en Islande, et presque quatre fois plus qu'à Singapour. Des 27 pays pour lesquels les données sont disponibles pour l'année 2023, seuls la Colombie, l'Argentine, la Turquie et le Luxembourg en avaient recensé plus. L'année précédente, seuls trois pays avaient comptabilisé plus d'accidents du travail non mortels que la France. Leur nombre était cependant moins important en 2023 que les trois années précédentes, au cours desquelles plus de 3 000 accidents du travail non mortels avaient été recensés en France pour 100 000 travailleurs.

De Valentine Fourreau pour Statista

De quoi se compose le patrimoine financier des ménages en Europe ?





Instaurée en 1924 lors du premier Congrès international des caisses d'épargnes, la Journée mondiale de l'épargne se tient chaque année le 31 octobre et a pour vocation de sensibiliser les populations aux bienfaits de l'épargne, qui représente un filet de sécurité économique pour les ménages face aux aléas de la vie et aux situations de crise. À cette occasion, nous nous sommes penchés sur la taille et la composition du patrimoine financier des ménages européens.



Comme le détaillent les <u>données</u> de la Caisse des dépôts et consignations reprises dans notre infographie, les actifs liquides (monnaie et dépôts) représentent la plus grande part du patrimoine financier des ménages en Europe, sauf au Royaume-Uni, où le poids des assurances vie et des fonds de pension est prépondérant (59 % du total en 2023). En France comme en Allemagne, les actifs liquides représentent près de la moitié (44 %) du patrimoine financier des ménages, suivis par les assurances vie et les fonds de pension (respectivement 40 % et 31 % dans ces deux pays). Au sein des pays étudiés, c'est en Belgique que le poids des actions et des parts de fonds d'investissement est le plus important dans le patrimoine financier des ménages (31 % en 2023).

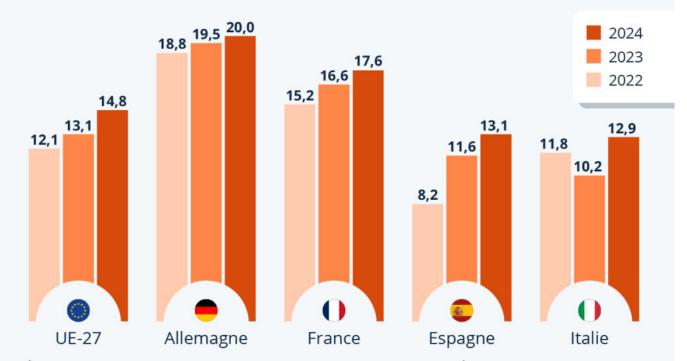
De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe



Les taux d'épargne des ménages remontent en Europe

Taux d'épargne bruts des ménages dans les pays de l'UE, au deuxième trimestre des années indiquées (en %)*



^{*} Épargne brute des ménages divisée par le revenu disponible brut. Épargne : partie du revenu disponible qui n'est pas dépensée sous forme de consommation finale.

Source: Eurostat









Le taux d'épargne des ménages s'est redressé dans l'Union européenne (UE) au deuxième trimestre de l'année 2024, s'établissant en moyenne à 14,8 % du revenu disponible des ménages, contre 13,1 % au deuxième trimestre 2023, selon Eurostat. Comme le relève l'office chargé de l'information statistique européenne, il s'agit du taux d'épargne le plus élevé dans l'UE depuis le deuxième trimestre 2021 (15 %).



C'est en Allemagne et en Hongrie que les ménages épargnent le plus en proportion de leur revenu disponible, avec des taux d'épargne respectifs de 20,0 % et 24,6 % au deuxième trimestre 2024. En comparaison, ce chiffre s'élevait à 17,6 % en France, en progression d'un point de pourcentage sur un an, et à environ 13 % en Espagne et en Italie (+1,5 et +2,7 points respectivement depuis 2023).

De Tristan Gaudiaut pour Statista